Les horizons de l'Inventaire

Marc Pabois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/1250>

DOI : 10.4000/insitu.1250

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Marc Pabois, « Les horizons de l'Inventaire », *In Situ* [En ligne], 3 | 2003, mis en ligne le 19 avril 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/1250> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.1250>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les horizons de l'Inventaire

Marc Paboïs

- 1 « Le patrimoine, au sens où on l'entend aujourd'hui dans le langage officiel et dans l'usage commun, est une notion toute récente, qui couvre de façon nécessairement vague tous les biens, tous les trésors du passé » écrivent Jean-Pierre Babelon et André Chastel dans un petit ouvrage qui a pour titre « La notion de patrimoine »¹. Ces trésors du passé, nous les recevons en héritage, nous avons pour mission de les gérer et de les transmettre aux générations futures. Cependant rien n'est plus relatif que ce concept d'héritage et ceci pose de sérieux problèmes non seulement en termes d'inventaire mais aussi de sauvegarde et de conservation suivant que l'on accorde au patrimoine matériel ou immatériel une place prioritaire. Ainsi à Haïti, le site historique de Bois Caïman d'où est partie, au mois d'août 1791, l'insurrection victorieuse des esclaves a davantage de valeur pour une grande partie de la population que l'ancienne cathédrale de Port-au-Prince, construite au XVIII^e siècle pendant la colonisation française et entièrement brûlée lors des émeutes de 1991. Les monuments et les œuvres d'art ont toujours, dans les temps troublés, le sort des symboles qu'ils véhiculent². Le bombardement du vieux pont de Mostar, en 1993, lors de la guerre de Bosnie, l'incendie de la Bibliothèque de Sarajevo ou la destruction des Bouddhas de Bamiyan en Afghanistan sont encore présents dans tous les esprits. On pourrait penser aisément qu'un patrimoine connu et reconnu est un patrimoine protégé de fait, mais les exemples cités prouvent, parmi tant d'autres, que le patrimoine emblématique n'est pas à l'abri de la volonté destructrice des hommes.
- 2 La plupart des pays européens ont perçu très tôt la nécessité et l'urgence de réaliser l'inventaire de leurs biens culturels. L'Allemagne, dès 1887, les Pays-Bas en 1903, la Grande-Bretagne en 1908, l'Autriche en 1911... Si bien que, lors de la création en 1964 de l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques, après plusieurs tentatives au XIX^e siècle, la France a pu bénéficier de l'expérience de ses prédécesseurs. Le colloque sur les Inventaires des biens culturels en Europe ³ qui s'était tenu en Alsace en octobre 1980 avait pour ambition de « susciter une information réciproque et une réflexion commune » autour des problèmes scientifiques soulevés par les inventaires du patrimoine. Dix années plus tard, le Conseil de l'Europe et le ministère français de l'Éducation nationale et de la Culture organisaient un colloque à Nantes ⁴ en 1992 qui

aboutit à une Recommandation du Comité des ministres aux états membres relative à la coordination des méthodes et des systèmes de documentation en matière de monuments historiques et d'édifices du patrimoine architectural⁵. Cette recommandation fera l'objet d'une publication du Conseil de l'Europe, en décembre 2001⁶. Parallèlement le Conseil international des musées (ICOM), conscient des dangers que courait le patrimoine mobilier africain, que ce soit en raison des mauvaises conditions de conservation, des vols ou d'un commerce plus ou moins licite, publiait un manuel de normes, documentation des collections africaines ⁷ pour essayer, par le repérage et la connaissance des objets, d'enrayer leur disparition.

- 3 Depuis quelques années de nombreux pays étrangers, la Bolivie, le Cambodge, le Cameroun l'Ethiopie, le Sénégal, après avoir pris la mesure des enjeux que représente le patrimoine dans l'aménagement du territoire, le développement économique et touristique des pays, s'adressent à la Direction de l'architecture et du patrimoine au ministère de la Culture et de la Communication pour bénéficier d'une collaboration scientifique, développer des actions de formation, créer ou restructurer des services patrimoniaux. On constate cependant une grande différence dans l'approche de la notion de patrimoine entre les pays européens attachés à la transmission d'un patrimoine matériel et les pays africains, mais aussi asiatiques, pour lesquels la transmission orale de la tradition, des savoir-faire, est peut-être un ciment plus important de la vie sociale et culturelle que l'héritage transmis par les objets eux-mêmes. En Afrique par exemple, une statuette, un masque ne comptent que s'ils sont investis d'une « valeur ajoutée » lors de cérémonies rituelles par exemple. Mais si tel objet n'est plus « l'adresse de l'esprit » et de ce fait devient inefficace, il peut être délaissé, quelle que soit sa valeur esthétique. D'où l'ouverture possible aux échanges commerciaux et à leurs abus, à la réalisation de copies ou de répliques, les artisans étant encore nombreux à pouvoir les exécuter.
- 4 On distinguera donc, dans ce troisième numéro de la revue électronique **In Situ** consacré aux départements d'outre-mer et aux relations internationales, deux grandes parties : l'une **Terres d'inventaire** qui rend compte, sous forme de synthèses, des enquêtes menées par le service de l'Inventaire ou par des bureaux d'études indépendants, dans des provinces ou des pays aussi éloignés que le Québec, l'Egypte, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion, le Sénégal et la Tunisie ; l'autre partie est issue des **Rapports de missions** rédigés par les conservateurs du patrimoine envoyés en mission dans des pays comme l'Arménie, la Bolivie, le Cameroun et l'Ethiopie. Suivant les lieux et leur histoire les sociétés se sont enrichies de l'apport d'une autre culture ou à l'inverse appauvries sous les coups de butoir des impérialismes politiques ou religieux. Le métissage culturel est également perceptible dans l'architecture de l'époque coloniale dont l'histoire connaît un regain d'intérêt depuis quelques années, à Hanoï, à Phnom Penh ou à Saint-Louis du Sénégal. Les inventaires lointains révèlent que l'architecture exportée par les Occidentaux reste perméable à l'enseignement des constructeurs locaux. Les architectes ont dû adapter le bâti aux matériaux et aux conditions climatiques particulières des pays d'accueil. De même que l'on peut mesurer en retour l'influence de l'architecture coloniale sur le territoire métropolitain.
- 5 Le Bureau des actions européennes et internationales de la Direction de l'architecture et du patrimoine, en relation avec le ministère des Affaires étrangères, encourage ces initiatives dans la mesure où elles confortent la politique d'ouverture qu'il développe

depuis plusieurs années au niveau européen par le renforcement des réseaux et des projets ⁸ et par des coopérations bilatérales notamment avec les pays de l'Europe centrale où l'on constate une demande de collaboration accrue pour la mise en valeur des centres historiques des villes. Forte de son expérience, la France peut apporter des outils qu'il convient d'adapter à chaque pays. Cette dernière remarque est également valable pour les pays de l'Afrique de l'Ouest avec qui nous travaillons. Dans le cadre de la convention culturelle France/Unesco, une réunion est prévue à la fin du mois d'octobre 2003 à l'Ecole du Patrimoine Africain de Porto Novo, au Bénin, pour harmoniser les différentes méthodes d'inventaire. Le même souci de cohérence et de mise en réseaux se retrouve avec les pays d'Asie ou d'Amérique latine.

NOTES

1. Babelon, Jean-Pierre, Chastel, André. La notion de patrimoine. Réédition d'un article paru dans la Revue de l'Art, 1980, n° 49. Paris : Liana Levi, 1994. P. 11.
 2. Babelon, Jean-Pierre, Chastel, André. La notion de patrimoine. Paris : Liana Levi, 1994. P. 58
 3. Actes du colloque sur les inventaires des biens culturels en Europe. Centre d'études du Bischoffshaus / Obernai-Bischoffshaus (Bas-Rhin) 27-30 octobre 1980. Paris : Nouvelles Editions Latines, 1984. 559 p.
 4. Patrimoine architectural : méthodes d'inventaire et de documentation en Europe. Actes du colloque européen organisé par le Conseil de l'Europe et le ministère français de l'Education nationale et de la Culture. Nantes, 28-31 octobre 1992. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1993. 185 p.
 5. Recommandation N° R (95) 3.
 6. Patrimoine culturel. Programme de coopération et d'assistance techniques. Orientations pour l'inventaire et la documentation du patrimoine culturel. Strasbourg : Editions du Conseil de l'Europe, 2001. 136 p.
 7. Manuel de normes. Documentation des collections africaines. Paris : Conseil international des musées, 1996. 65 p.
 8. Voir le site web.
-

AUTEUR

MARC PABOIS

Conservateur du patrimoine, Sous-direction des études, de la documentation et de l'Inventaire.
marc.pabois@culture.gouv.fr